



PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale de la protection des
populations
Service prévention des risques techniques

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

n° 2011 269-0002 du 26 SEPT 2011

mettant en demeure la société LAFARGE PLATRES,
située sur le territoire de la commune de MAZAN, de respecter
les prescriptions de l'article n° 10.1 de l'arrêté préfectoral
n° EXT2009-04-24-0040SPCARP du 24 avril 2009

LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

VU le Code de l'Environnement, notamment le titre Ier du livre V, et notamment son article L. 514-1,

VU l'arrêté préfectoral n° EXT2009-04-24-0040SPCARP du 24 avril 2009 autorisant la Société LAFARGE PLATRES à poursuivre l'exploitation d'une usine de fabrication de plâtres et de carreaux de plâtres sur le territoire de la commune de MAZAN,

VU le rapport du 10 août 2011 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées,

VU l'arrêté préfectoral N°SI2011-08-22-0090-PREF du 22 août 2011 donnant délégation de signature à Mme Martine CLAVEL, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse,

CONSIDÉRANT que, lors de la visite du 07 juin 2011, l'exploitant n'a pas pu justifier de la réalisation de l'étude de l'évaluation de l'impact sanitaire des rejets en benzène du combustible RPB,

CONSIDÉRANT qu'ainsi la société LAFARGE PLATRES ne respecte pas les prescriptions de l'article n° 10.1. de l'arrêté préfectoral n° EXT2009-04-24-0040SPCARP du 24 avril 2009 susvisé,

SUR proposition de Madame la directrice départementale de la protection des populations de Vaucluse,

ARRETE

ARTICLE 1

La société LAFARGE PLATRES, ci-après désignée par : « l'exploitant », dont le siège social est situé 500 rue Marcel Demonque, Zone du Pôle Technologique Agroparc à Avignon (84 915), exploite une usine de fabrication de plâtres et de carreaux de plâtres, implanté à Route de Blauvac sur le territoire de la commune de MAZAN (84 830).

ARTICLE 2

L'exploitant est mis en demeure de respecter, au plus tard, sous un délai de trois mois après la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article n° 10.1. de l'arrêté préfectoral n° EXT2009-04-24-0040SPCARP du 24 avril 2009 susvisé.

ARTICLE 3

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des poursuites pénales encourues, des sanctions prévues par l'article L514.1 du code de l'environnement.

ARTICLE 4

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Nîmes dans les conditions fixées aux articles L 514-6 et R 514-3-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement. Le texte de ces articles est annexé au présent arrêté.

ARTICLE 5

La Secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse, le sous-préfet de Carpentras, la directrice départementale de la protection des populations, le maire de Carpentras, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Fait à Avignon, le 26 SEPT 2011

Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale,



Martine CLAVEL

ANNEXE

Article L514-6

I.-Les décisions prises en application des articles L. 512-1, L. 512-3, L. 512-7-3 à L. 512-7-5, L. 512-8, L. 512-12, L. 512-13, L. 512-20, L. 513-1 à L. 514-2, L. 514-4, du I de l'article L. 515-13 et de l'article L. 516-1 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Un décret en Conseil d'Etat précise les délais dans lesquels ces décisions peuvent être déférées à la juridiction administrative.

II. - supprimé.

III. — Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

IV.-Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du code de l'urbanisme.

Art. R. 514-3-1

- Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

« — par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
« — par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

